



Dijon l'Européenne sur le front  
du développement économique  
au profit de l'emploi



## La métropole dijonnaise en chiffres

- > Population (recensement 2002 – 2003) : 250 390 habitants
- > 21 communes dans le Grand Dijon
- > Budget du Grand Dijon consacré au développement économique : 11 %
- > Nombre d'entreprises (au 1<sup>er</sup> janvier 2005) : 14 766
- > Taux de la taxe professionnelle (en 2005) : 15,58 %

## Sommaire

- 3 Éditorial
- 4 Les outils diversifiés du développement
- 6 Vitagora, un pôle d'excellence aux avant-postes de la compétitivité
- 7 Ikea, une belle histoire entre Dijon et le groupe suédois
- 8 Qu'est ce qui fait que l'on vient s'installer à Dijon ?
- 10 Interface, le secteur emballage, conditionnement, logistique au mieux de sa forme
- 11 Chimie-Pharmacie, les bons comptes des acteurs locaux
- 12 Transports, l'atout qui conforte tous les autres
- 13 Tourisme, hôtes et ambassadeurs ont ici la cote
- 14 Économie solidaire, 13 % des établissements, 11 % de l'emploi
- 15 Actifs, plus de 120 000 emplois, à minima...

Credits photos : Philippe Bornier, Ludovic Charron, Maud Grandjean

# Climat

La situation que connaît la ville en matière de développement économique favorisant l'emploi est plutôt satisfaisante. C'est si vrai que pour la seconde année consécutive, Dijon se voit promue par le magazine *L'entreprise* la cité la plus attractive de France dans la catégorie des agglomérations de 200 000 à 500 000 habitants. On peut, certes, toujours discuter tel ou tel critère, mais la tendance en ce qui concerne le climat économique général n'est pas contestable.

C'est si vrai que l'on observe en cet automne une accélération en matière d'aménagement et d'équipement du territoire avec les travaux du quartier Junot, ceux de la cité des affaires, l'ouverture du Planétarium, celle du Zenith, ou encore la mise en service de la nouvelle cuisine municipale pour ne citer que les opérations les plus significatives.

C'est si vrai encore qu'en matière d'emploi et en dépit d'une conjoncture nationale défaillante, nous avons réussi à jeter les bases d'un redémarrage vigoureux du recrutement. Les débuts prometteurs d'Ikea, l'arrivée, rue Audra, du centre de logistique de la Snf et la décision du groupe pharmaceutique Fournier de mieux asseoir son pôle de recherches sur place – avec le concours de l'État et des collectivités locales – en témoignent. Sans compter la résorption de la précarité parmi les personnels communaux – 650 agents concernés – enfin acquise au terme du plan triennal que nous avons mis en place.

Tout cela ne doit rien au hasard. C'est le fruit d'une volonté politique, du recours à des outils institutionnels multiples pour soutenir l'activité et d'une combinaison d'actions – à l'initiative des pouvoirs publics, ville, Grand Dijon et Région avant tout – pour redonner confiance aux acteurs du développement, salariés et entrepreneurs.

Pour autant, en matière climatique, nous ne le savons que trop, les changements brutaux restent toujours possibles. C'est pourquoi, je n'entends pas laisser retomber le soufflet m'attachant à préparer les prochaines étapes d'un développement économique durable et socialement équitable de la ville et de son agglomération. Ce supplément de *Dijon notre ville* vous en donne les clés principales.

François Rebsamen  
Maire de Dijon  
Président du Grand Dijon

# Les outils diversifiés du développement

Ils sont multiples. Une bonne “gouvernance” exige en effet de disposer des structures et des hommes prompts à réagir vite tant pour éviter les accidents de parcours que pour profiter des opportunités.



Le monde de l'entreprise sur fond de mondialisation est impitoyable pour ceux des décideurs qui ne savent pas “tenir la montre”. Souvent, en matière économique, il suffit en effet de presque rien pour transformer une situation à risques en succès ou bien l'inverse. Tout est affaire de réactivité. C'est la fonction du **comité économique local** qui regroupe les représentants de toutes les institutions publiques sous la présidence du maire, président du Grand Dijon.

La veille économique d'abord. Qu'une entreprise envisage de fermer un site de production avec des pertes d'emplois à la clé, le comité réagit alors pour l'en dissuader en lui proposant une solution locale alternative. Ce fut, par exemple, le cas avec succès pour Linpac – emballage, 115 emplois. Qu'une autre veille s'agrandir, ici ou ailleurs, se “localiser” différemment dans l'agglomération, voire s'y installer, il revient au comité de lui faire des propositions crédibles qui feront alors la différence. Koyo – équipementier automobile – 1 200 emplois, Urgo – laboratoire pharmaceutique – 600 emplois, Pomona – distribution alimentaire – 160 emplois, Ikea – distribution de meubles – 250 emplois – en ont fait l'heureuse expérience.

La réserve foncière ensuite. Un **établissement public foncier local** (Eplf) a été créé à cet effet. Il se doit de prévoir et donc d'acquérir les terrains disponibles pour faire face à la demande quand elle se présente et naturellement au meilleur coût. Qu'il s'agisse de la zone industrielle Cap nord, de la zone Mazen-Sully, dévolue aux biotechnologies et à la recherche, de l'esplanade Érasme entre campus et pôle de santé, ou de la future cité des affaires, Dijon et son agglomération se sont dotées des moyens d'une montée en puissance des zones d'activités économiques en misant tout à la fois sur les synergies et la diversification. Gage d'un développement équilibré moins sujet que d'autres aux accidents de conjoncture sectoriels.

# Dijon l'Européenne

La ville bénéficie d'une situation géographique exceptionnelle, au cœur de l'Europe et des flux commerciaux entre ses régions et États membres.

**40 %** – c'est énorme – des flux autoroutiers européens et 65 % des flux français passent par le corridor dijonnais. Quelques régions européennes seulement peuvent se prévaloir d'une telle "centralité" commerciale entre le nord et le sud du continent. Sans compter les quelque 50 liaisons ferroviaires quotidiennes par le TGV et l'aéroport Dijon-Bourgogne pour l'accueil de l'aviation d'affaires.

La main-d'œuvre dijonnaise est en moyenne plus qualifiée que celle de la plupart des autres régions. Elle le doit à un système de formation performant. 33 000 étudiants fréquentent ainsi les classes préparatoires, l'Université, l'Institut universitaire de technologie, les deux Instituts universitaires spécialisés, l'Institut universitaire de la vigne et du vin et les grandes écoles. Parmi celles-ci, on trouve notamment à Dijon, l'École nationale supérieure de biologie appliquée à la nutrition et à l'alimentation (Esnaba), l'École supérieure d'ingénieurs de recherche en matériaux (Esirem), l'Institut supérieur de l'automobile



et des transports (Isat) et l'Institut des techniques d'ingénieurs et de l'industrie (Itii). Enfin, Sciences.po Paris a décentralisé depuis trois ans à Dijon le 1<sup>er</sup> cycle de son département dédié aux pays d'Europe centrale et orientale. Autre atout, la réserve foncière – on l'a vu – à laquelle il convient d'ajouter le potentiel de 40 000 m<sup>2</sup> de bureaux de la future cité des affaires localisée dans le quartier Clemenceau, à proximité du cœur de ville et de son secteur sauvegardé. Dijon dispose ainsi d'atouts maîtres pour profiter pleinement du développement de l'Europe des vingt-sept par le biais en particulier du réseau Métropolitain d'échanges interrégionaux et transfrontaliers (voir Dnv 174).

## Quand le bâtiment va....

Plaqué sensible du développement, les acteurs du bâtiment en forte progression – des taux de croissance entre 5 et 20 % selon les secteurs – ne sont pas exempts d'inquiétudes.

La commande publique dans l'agglomération et l'adoption de normes de haute qualité environnementale leur ont assuré de beaux jours les trois dernières années. L'autre pilier du secteur, c'est naturellement le logement. On sait que s'il est l'objet d'une demande forte, à Dijon comme ailleurs, celle-ci se trouve contrainte par l'envolée des prix des terrains disponibles. Or, sur ce plan, la marge d'action des pouvoirs publics est faible par rapport aux logiques propres du marché. De plus, les incertitudes qui pèsent sur la pérennisation du taux de Tva réduit – 5,5 % – ne contribuent

guère à alimenter la confiance, mais il s'agit d'une responsabilité gouvernementale...

Difficultés, ensuite, en ce qui concerne le recrutement. Des tensions existent dans ce domaine de longue date. Si le centre de formation du Btp accueille actuellement plus de 800 apprentis, un record, ce n'est toujours pas suffisant. En 2004, le secteur a embauché, cette fois au plan national, 95 000 salariés dont 20 000 créations d'emplois nettes. D'où les actions d'information et de présentation des différents métiers comme celle des 7 et 8 octobre derniers au Zénith, la municipalité et le Grand Dijon s'efforçant de donner un maximum de visibilité à ce secteur sensible au travers de réunions régulières de concertation avec les entrepreneurs.



# Vitagora

## Un pôle d'excellence aux avant-postes de la compétitivité

Le pôle d'innovation goût – nutrition – santé qui vient d'être homologué par l'État est au nombre des principaux leviers du développement durable de l'agglomération.

On estime qu'il générera une création de valeur de l'ordre de 350 M€ en 2009. C'est dire l'importance de ce qui a été engagé dans les différents secteurs concernés à l'initiative des pouvoirs publics pour développer ce point fort de l'activité locale. 2 500 salariés travaillent, à ce jour, pour le secteur de l'alimentation et du goût.

Le pôle de compétitivité, c'est d'abord l'occasion donnée à ceux qui œuvrent dans ce secteur de se former de coordonner leurs efforts et leurs compétences dans la perspective d'une meilleure compétitivité dans un contexte mondialisé très concurrentiel. Il s'agit donc de rassembler les énergies, de faire jouer à plein les synergies et de multiplier les échanges. Une centaine d'entreprises est mobilisée sur le projet. En outre, le secteur de l'alimentation et du goût se caractérise par un rapport particulier à l'un des constituants de l'identité nationale. C'est en effet bien connu, les Français en général, les Bourguignons en particulier sont plus que d'autres attachés à la bonne chère et aux "arts de la table".

### Table ouverte

Ici, la "mal bouffe" est considérée comme un sacrilège. Qui plus est, si l'on mange bien et parfois beaucoup dans la région, nous ne nous situons pas en matière de santé parmi les contrées les plus affectées par les troubles alimentaires, en particulier l'obésité. Des "acquis" qu'il s'agit de

protéger tout en s'efforçant de les exporter sur les marchés européens et internationaux. D'où cette dimension d'agora du pôle goût – nutrition – santé qui vise à mettre carte sur table en confrontant les acteurs du secteur, industriels avant tout, aux chercheurs et aux consommateurs. Une manière de prendre en compte le caractère "durable" de l'impératif de production dans le secteur alimentaire où il fut parfois négligé.

En pratique, le pôle Vitagora agira, avec le concours financier de l'État dans trois directions. En premier lieu, il constituera des plates-formes de compétences, par exemple autour de l'agronomie pour le travail sur les sols et les plantes, ou bien encore sur l'emballage en matière de sécurité et de "praticité" – ce qui est pratique à l'utilisation –. Huit plates-formes verront ainsi le jour, du goût à la consommation en passant

par les molécules ou la formation notamment.

Vitagora, c'est ensuite une "démarche intégrative de filière", entendez la constitution de filières de production intégrant tous ceux qui concourent à l'élaboration du produit fini qui se retrouve sur votre table, par exemple autour du pain, du vin ou même des compléments alimentaires. Cinq filières sont ainsi en voie de constitution. Et puis, on l'a dit, Vitagora affiche une volonté de se mettre à l'écoute des consommateurs et ce sera là la troisième direction de travail du pôle.



# Ikea

## Une belle histoire entre Dijon et le groupe suédois

L'ouverture d'un magasin d'une grande enseigne est toujours bon signe. Mais celui d'Ikea, à Dijon, en dit bien davantage sur la relation qu'ont nouée la marque et la ville.



Franchement, je ne pensais pas ouvrir un jour un de nos magasins à Dijon même si je connais et j'apprécie la ville et la région. L'homme qui s'exprime ainsi, en substance, n'est autre que le patron d'Ikea France. Il explique, en effet, que c'est un peu le hasard et beaucoup une affaire de relations humaines si Ikea a finalement choisi Dijon.

La réactivité des élus dijonnais et les outils institutionnels à leur disposition ont parfaitement fonctionné dans le cas d'Ikea. Dijon disposait de quelques atouts pour faire la différence avec d'autres villes concurrentes, elle a su les mettre en valeur au bon moment.

Le terrain bien sûr, qui n'est pas situé, comme pour la plupart des autres magasins, à l'extérieur de la ville.

C'est là que l'on mesure l'importance d'une bonne gestion de la réserve foncière. La réactivité de la ville, ensuite, pour viabiliser et aménager les abords du futur magasin. La référence commune au développement durable, question de culture, a facilité, enfin, la rencontre des hommes et des femmes qui ont porté le projet de part et d'autre.

### Enjeux économiques

Ils sont, à l'échelle d'une ville comme Dijon, colossaux. En matière d'investissement, avec l'injection de quelque 40 M€ pour la construction du site. En ce qui concerne l'activité, puisque le groupe mise sur un chiffre d'affaires, la première année, de 44 M€ pour son magasin et de 2 M€ pour son restaurant – 350 places. Les débuts en fanfare, avec une affluence dépassant toutes les prévisions, tout autant que la fiabilité et la transparence des comptes de l'enseigne en font une estimation raisonnable. La "chalandise" – le public escompté – ne compte pas moins de 400 000 ménages, soit environ un million d'habitants de Dijon et de sa grande périphérie. 1 200 000 visiteurs sont attendus par an. Et puis, le magasin va générer une dynamisation de l'activité dans sa zone d'implantation qui complète, dans les quartiers nord, celles du centre commercial de la Toison d'Or et du Zenith. Au total, un pari durablement gagnant et ce à plus d'un titre.

### Pour l'emploi... Exemplaire !

Ikea à Dijon, ce sont 242 emplois créés sur place. 202 ont fait l'objet d'un recrutement spécifique. 98 % des salariés recrutés pour l'occasion viennent du Grand Dijon. 60 % sont des femmes. Au total, 197 contrats à durée indéterminée et 45 contrats précaires, avec une perspective de transformation rapide de ces derniers si les résultats sont à la hauteur des prévisions. De plus, ce qui est intéressant dans le recrutement d'Ikea à Dijon, ce sont les procédures suivies avec le concours de l'antenne de l'anpe et de la ville. La priorité a été donnée aux "exercices dit d'habileté" et non au curriculum vitae. Résultat, plus de 40 % des embauchés en Cdi accèdent ainsi pour la première fois de leur vie à un emploi stable. La preuve, s'il en était encore besoin, que sur le front de l'emploi, la volonté politique peut déplacer des montagnes.

# Qu'est-ce qui fait que l'on vient s'installer à Dijon ?

La question semble anodine. Et pourtant, si entrepreneurs et particuliers viennent à Dijon tenter leur chance, ce n'est pas pour y chercher le soleil. Non, mais pour y trouver une qualité de vie, un cadre de travail et de loisirs doux à vivre.

C'est la première impression qui est souvent la bonne. Ils sont nombreux nos concitoyens fraîchement débarqués dans la cité, à le souligné. Une ville qui apparaît d'emblée reposante, loin des tracasseries parisiennes ou lyonnaises, plus chaleureuse que la froide capitale alsacienne. C'est en effet dans ce triangle de villes monde que Dijon l'Européenne a su tirer son épingle du jeu en misant notamment sur l'attractivité de ses lieux de vies. Car il n'est pas rare que l'on se retrouve à Dijon avec compagne, compagnon et enfants pour y faire, justement, sa vie. Sans compter le nombre de retraités de la région parisienne qui y ont cherché et trouvé un havre de paix.

## Pour les enfants...

L'éducation et la formation des enfants comptent au nombre des toutes premières priorités de l'action publique. Le plan crèche mis en place depuis 2001 a permis de combler une partie du retard qu'accusait la ville en ce qui concerne l'accueil des jeunes enfants. Aujourd'hui, avec 13 crèches, 6 halte-garderies et un millier de places disponibles, l'on est encore loin des besoins, mais l'on s'en rapproche à grands pas. La situation de l'école est meilleure avec plus de 170 établissements, maternels et élémentaires, 24 collèges et 14 lycées implantés dans l'agglomération. Au-delà de l'aspect quantitatif, c'est, bien sûr, la qualité de l'accueil périscolaire qui retient l'attention, de 6 h 45 à 19 h, en dehors des heures de cours, cela

va de soi. Peu de villes peuvent se prévaloir d'un système aussi performant au profit des enfants et de leurs parents.

## ... Et les jeunes

De l'école à la formation, il n'y a qu'un pas que Dijon franchit allègrement avec une Université, des instituts universitaires, technique ou professionnalisés et une kyrielle de grandes écoles. L'éventail des formations dispensées en nos murs couvre ainsi largement les besoins des étudiants en amont et ceux des entrepreneurs en aval. Un ensemble d'établissements qui forme et emploie près de 40 000 personnes au total. Il en résulte – ce n'est pas le moindre de ses avantages – un équilibre démographique dont la ville peut à juste titre se féliciter. Dijon, malgré le poids des personnes âgées, reste attractive pour la jeunesse, avec un taux positif de renouvellement des générations qui lui confère, parfois, ce caractère de ville jeune, de ville campus.

## Avec la santé en prime

Les enquêtes d'opinion l'attestent, nos concitoyens sont de plus en plus sensibles à la qualité des soins qu'ils sont en mesure de recevoir en cas de "pépín", plus ou moins grave. L'on vit en effet de plus en plus vieux, mais surtout, l'on exige un "risque zéro" dans les établissements de soins, ici comme ailleurs. Dijon, sur ce plan, n'a pas à rougir du complexe de santé, régional et universitaire, qui est le sien. Bien au contraire. Le chu – second employeur de la ville





après la mairie – est d’ailleurs fréquemment cité aux palmarès des périodiques soit pour l’enseignement qu’il dispense, soit pour l’excellence de tel ou tel de ses pôles de soins et de recherches.

### Sous l’étendard de la culture...

Pour le coup, la chose n’est pas nouvelle. Il y a belle lurette que Dijon cultive un rapport particulier avec la culture. Mais ce qui a probablement changé avec la décentralisation, c’est la diversification de l’expression culturelle. Au très riche patrimoine de la cité des ducs et de son secteur sauvegardé, son palais des États et *Le Puits de Moïse*, se sont greffés avec succès les disciplines du spectacle vivant et l’art contemporain. Ce dernier est fort bien représenté, par la collection Granville du musée des Beaux-arts, le Consortium, le Frac et plusieurs galeries.

La municipalité consacre, bon an mal an, environ 25 % de son budget à la création et à la diffusion culturelles. L’accès aux cinq musées municipaux est gratuit depuis deux ans. L’auditorium, d’une capacité de 1 600 places, et le grand théâtre, en cours de grande rénovation, dynamisent leurs énergies respectives au sein d’un établissement unique, le duo. Ils offrent ensemble, à des tarifs très attractifs, une programmation artistique de grande qualité qui a su séduire bien au-delà de l’agglomération, qu’il s’agisse de

musique symphonique, d’opéra, de danse, de musique vocale ou de chambre. La scène nationale du théâtre Dijon Bourgogne se consacre, quant à elle, aux textes de grands auteurs, classiques ou contemporains. Depuis peu, le Zenith, dédié aux variétés et géré par la société Véga, propose ses 8 000 places aux organisateurs de tournées. Bref, l’offre culturelle dijonnaise est très diversifiée et c’est naturellement ce qui la rend attractive.

### ... Du sport et des loisirs

Dijon est sans aucun doute une valeur sûre en matière d’activités physiques et sportives. De récentes enquêtes soulignaient ainsi que si les Dijonnais étaient davantage portés que la moyenne des autres Français sur l’écoute de la musique classique, ils l’étaient aussi pour ce qui concerne les loisirs physiques, la marche et les randonnées en particulier. Les sentiers du Grand Dijon leur offrent à cet effet un cadre verdoyant exceptionnel. Et ils ont l’embarras du choix en matière d’activités sportives et de lieux pour s’y exercer puisque la ville ne compte pas moins de 80 jardins, 33 parcs et un grand nombre de clubs. Au-delà, Dijon, est devenue plus récemment un haut lieu du sport de compétition notamment avec des équipes comme celles du Dfco – football –, de la Jda – basket – ou encore avec les résultats de ses athlètes, nageurs, judokas ou gymnastes.

# Interface

## Le secteur emballage, conditionnement, logistique au mieux de sa forme

Vous en usez quotidiennement. Les industries alimentaires ou la pharmacie en consomment beaucoup. Des emballages dans leur contexte environnemental.



Une trentaine de sociétés travaillent dans le Grand Dijon pour ce secteur tripolaire qui regroupe l'emballage, le conditionnement et la logistique. Un secteur qui ne craint guère les aléas de la conjoncture et pas davantage les risques de délocalisation. Il lui faut en effet se situer au plus près de ses marchés pour réduire au maximum les coûts de logistique. Côté emploi, on estime à 2 700 le nombre de salariés employés par les entreprises concernées dans l'agglomération. Ils seraient près de 10 000 en Bourgogne. Mais de ces unités d'études et de production, de tailles très diverses, un groupe émerge, Tetra Pak, un autre suédois d'origine comme Ikea, devenu au fil du temps un régional de l'étape.

### Tetra Pak et ses investissements

Entre Dijon et ce groupe, leader mondial sur son créneau, c'est une longue histoire, qui débute en 1971 avec l'implantation de l'usine locale. Elle est l'une des plus importantes de l'industriel en Europe et emploie, à ce jour, 320 salariés, renforcés au coup par coup par quelques dizaines d'intérimaires.

En ce qui concerne la production, quelques chiffres suffisent pour dessiner les contours d'un géant. Près de 5 milliards d'emballages ont été fabriqués en 2004 par l'unité dijonnaise, principalement pour les marchés européens tandis que 110 milliards d'emballages sortaient de l'ensemble des usines du groupe. Côté chiffre d'affaires, il faut naturellement compter en milliards d'euros, plus de neuf pour un fabricant implanté dans 165 pays et employant près de 30 000 personnes. Côté investissement, 28 M€ ont été injectés sur place depuis quatre ans pour répondre aux besoins de modernisation et d'innovation, gage de gains de productivité et de défense, si ce n'est de conquête, de ses parts de marché.

### L'innovation au menu

Tetra Pak vous emballa le lait – cela vous le saviez ! – et aussi désormais, le vin, le sucre ou encore l'huile d'olive et les compléments alimentaires. Sa matière de prédilection, c'est le carton qui a l'avantage d'être recyclable, à plus de 20 % pour l'heure, avec l'objectif de porter cette part de ses produits à quelque 30 %, développement durable oblige. Il s'agit bien évidemment d'un "carton à tout faire". C'est ainsi que le groupe a mis au point des produits stérilisés à la vapeur à 160°, humide par définition. De même, certains de ses produits sont capables de faire le détour par le four à micro-ondes. Autrement dit, ce fleuron de l'industrie dans l'agglomération a de beaux jours devant lui parce que depuis plus de cinquante ans, il s'adapte au plus près de ses clients et des consommateurs que nous sommes.

# Chimie pharmacie

## Les bons comptes des acteurs locaux

Dijon bénéficie de la présence dans l'agglomération du numéro 3 mondial, Sanofi-Aventis et de plusieurs de ses dauphins dont Urgo. Un gisement de 1 650 emplois avec un fort potentiel de Recherche et Développement.

C'est assurément un pari sans risque sur l'avenir. Le développement des entreprises pharmaceutiques du médicament n'est pas près de s'estomper. Entre recherches et production de masse, l'avenir leur est assuré et bien assuré.

Sanofi-Aventis d'abord, parce que c'est le premier sur le marché européen et un des majors au plan mondial. Il est devenu après la fusion entre Synthelabo et Aventis, le numéro 3 mondial. Son chiffre d'affaires avoisine les 25 milliards d'euros. Son budget Recherche et Développement pèse 4 milliards d'euros. Il emploie 100 000 personnes dans le monde dont 30 000 en France et 500 à Quetigny. Une unité de production qui a doublé ses résultats en volume durant les toutes dernières années. Il est ainsi sorti de l'usine dijonnaise, 104 millions de boîtes de médicaments, l'an passé. Parallèlement, près de 200 personnes ont été embauchées durant la même période. Le tout nouveau bâtiment qui abrite cette unité de 3 160 m<sup>2</sup> représente un engagement de 4 M€ qui complètent les 40 millions investis sur place au profit de la production.

De son côté Urgo qui a quitté le centre ville pour mieux se "localiser" dans l'agglomération, cultive notamment une



réputation, une image, de spécialiste des adhésifs chirurgicaux qui lui a permis de se hisser au 3<sup>e</sup> rang européen dans cette spécialité. En outre, depuis le rachat en 2002 du britannique Parema Medical, l'entreprise a gagné des parts de marchés dans les bandes médicales et les bas de contention. Elle emploie près de 1 200 personnes dans le monde dont la moitié à Dijon avec un chiffre d'affaires de 202 M€ en 2004, en forte progression les trois dernières années.

## Oncodesign à la pointe de la recherche contre le cancer

C'est déjà une référence internationale et pourtant l'entreprise dijonnaise de la rue Mazen, créée par Philippe Genne, n'a que dix ans d'existence. Leader européen dans le domaine de l'évaluation pré-clinique des thérapies anticancéreuses, elle ambitionne le même rôle au plan mondial après la création, cette année, de sa filiale nord-américaine. Elle dispose à Dijon d'une plate-forme technologique unique en Europe. Elle a réalisé, en 2004, un chiffre d'affaires de 4,8 M€ et investit 8,9 M€ dans ses projets de développement sur la période 2004 - 2006. Elle emploie 50 personnes sur place dont 38 scientifiques. Une réussite emblématique pour l'ensemble du tissu entrepreneurial local.



# Transports

## L'atout qui conforte tous les autres

Une situation unique qu'elle doit à la géographie et à l'histoire mais que la ville a su transformer en un argument imparable au profit de son attractivité.

Regardez une carte et vous comprendrez. Dijon est au cœur de l'Europe, certes. Elle est surtout au centre d'une étoile autoroutière et ferroviaire sans équivalent. Les chiffres le confirment. 50 % du marché européen se trouve à moins d'une journée de route de la capitale bourguignonne et l'autre moitié à moins de deux jours. Il suffit donc d'une journée de camion ou de train pour



desservir des dizaines de milliers de consommateurs. L'argument est d'autant plus apprécié des entreprises que ce que l'on nomme la logistique – le transport et le stockage – prend une part toujours plus grande dans le prix de vente des produits. La crise pétrolière conforte encore la force de cet argument au profit de l'attractivité de la ville. Mais, il n'y a pas que le transport des marchandises qui milite en faveur du Grand Dijon, celui des hommes et des femmes qui concourent à la production est au moins aussi important. Et là, il s'agit moins de longues distances que de parcours de proximité, sur le trajet domicile travail en par-

ticulier. Le réseau de transport en commun Divia qui couvre toute l'agglomération demeure l'un des moins chers et des plus performants que l'on connaisse. Remodelé en 2004 pour répondre aux mutations de la ville et de ses lieux d'activités économiques en particulier, il offre une alternative crédible à l'usage individuel de l'automobile. La Sncf prend le relais pour les distances plus longues avec quelque 300 liaisons régulières quotidiennes dont une cinquantaine en Tgv. Plus de 16 000 voyageurs y ont recours chaque jour.

### Projets d'avenir

Et puis, il y a les projets, actés pour certains, en cours d'élaboration pour d'autres qui visent à renforcer encore ce point fort de la ville et de son agglomération. Le Tgv Rhin Rhône d'abord qui est sur les rails et qui, par-delà les aléas, s'annonce comme une chance supplémentaire pour Dijon mais aussi pour les autres membres du réseau "Métropolitain" – Besançon, Mulhouse, Belfort, Montbéliard, Bâle. Il y a aussi la mise en place de la plate-forme bimodale (train et route) qui a fait dire à certains que la région dijonnaise deviendrait alors "l'avant-port de Marseille"... Il y a, enfin, la nouvelle gare de Dijon et les aéroports Dijon Bourgogne et Dôle Tavaux qui démontrent, que la ville et son agglomération ne s'en tiennent pas aux seuls acquis, préparant activement l'avenir.



# Tourisme

## Hôtes et ambassadeurs ont ici la cote

De longue date, la métropole dijonnaise et la Bourgogne qui lui sert d'écrin sont des destinations appréciées des touristes.



Dijon attire chaque année de nouveaux habitants mais aussi un nombre appréciable de touristes. Sans en avoir fait sa "spécialité" exclusive, la capitale bourguignonne vit aussi des transferts de valeur générés par l'activité touristique. Tourisme culturel induit par la richesse du patrimoine et par la qualité de la programmation des principaux établissements de spectacles, le duo et sa scène lyrique avant tout. Tourisme généraliste né des jumelages aussi, notamment avec Mayence et la Rhénanie-Palatinat. Dijon abrite une maison de ladite région d'outre-Rhin qui compte au nombre des institutions locales les plus actives. Tourisme d'affaires, enfin, qui correspond aux flux commerciaux avec d'autres régions d'Europe. Bref, ils sont nombreux à visiter la ville pour une raison ou une autre.

### Des acquis et un fort potentiel

L'office du tourisme se démène pour amplifier ce phénomène économique en soulignant les points forts qui lui sont destinés. Les capacités d'accueil, avec plus de 80 hôtels – 3 000 chambres – et quelque 400 commerces de bouche, offrent une gamme de prix variée. Une centrale de réservation en ligne – [www.dijon-tourism.com](http://www.dijon-tourism.com) – a été mise en place à cet effet. La concentration du patrimoine sur un secteur étendu – 97 hectares – qui se parcourt, aisément, à pied ou avec Diviacity, la petite navette gratuite du centre-ville, contribue à l'attractivité touristique. Dijon congrexpo qui gère le palais des congrès et des expositions ainsi qu'une kyrielle de salons professionnels apporte sa pierre à l'édifice. Résultat, des milliers de touristes nous rendent visite, les Dijonnais se transformant pour l'occasion autant en hôtes qu'en ambassadeurs de leur ville et de sa douceur de vivre.

Au-delà, il s'agit de planter les jalons pour concrétiser le potentiel de développement de ce secteur. Première initiative pratique, la mise en ligne d'un site Internet en mandarin témoigne de la prise de conscience de ce qui se joue aujourd'hui et demain sur le marché chinois, à l'heure où, par ailleurs, la foire gastronomique a pour invité d'honneur, le Yunnan. Autre initiative, la démarche conjointe engagée par Dijon et la Côte des vins auprès de l'Unesco pour obtenir leur classement sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité. Troisième direction, avec le concours du conseil régional, faire atterrir dans la métropole régionale une compagnie aérienne à "bas coûts" porteuse d'une ou plusieurs liaisons régulières avec d'autres capitales européennes, comme celle qui reliait Londres à Dijon.

# Économie solidaire

## 13 % des établissements, 11 % de l'emploi

Le rôle de l'économie solidaire est encore méconnu. Pourtant, elle contribue de manière appréciable à la densité du tissu économique.

*“ Cette nouvelle façon d'entreprendre, plus démocratique dans son fonctionnement, plus juste dans la répartition des bénéfices, plus soucieuse de l'environnement et de l'impact social, représente une part importante de l'activité économique en Bourgogne”,* ainsi s'exprimait le président du conseil régional, François Patriat, le 10 octobre dernier, lors des Rencontres de l'économie sociale et solidaire, premières du genre.

L'enjeu économique que recèle ce secteur d'activités n'est guère contestable si l'on considère les données brutes qui le caractérisent, pour autant que la sous-estimation dont il est encore victime permette d'en mesurer l'impact précis. On estime ainsi à 15 500 le nombre d'établissements qui s'en revendiquent. En matière d'emploi, un Bourguignon sur dix, 11 % des Dijonnais, au moins, y travaillent. 90 000 contrats de travail en sont issus dans la région pour une part de 9 % de la masse salariale – 900 M€. Cerise sur le gâteau, ce secteur a connu, chez nous, une croissance de 25 % entre 1999 et 2004, contribuant à limiter de manière spectaculaire les effets d'une conjoncture atone. De plus, c'est ce qui fait son intérêt, ce secteur économique développe souvent des activités tournées vers la solidarité que les entreprises classiques n'assument guère.

La chambre régionale d'économie sociale et solidaire fédère les mutuelles, les coopératives, les associations et les structures d'économie solidaire. Le “ pôle d'économie solidaire ” accompagne, quant à lui, les personnes désireuses de créer leur propre activité à Dijon. Au total, un “ tiers secteur ” qui souffre d'un déficit d'image, mais qui constitue, comme le souligne Guy Gillot, l'adjoint en charge du développement économique, “ une valeur ajoutée pour la société tout entière ”.



### L'Envol, bientôt à Dijon

Une coopérative d'activité et d'emplois verra le jour sous ce label prochainement à Dijon. Son objectif premier est de créer des emplois. Elle réunit à cette fin des créateurs d'activités “ entrepreneurs salariés ”. Parti pris revendiqué, “ placer la rentabilité économique au service exclusif des femmes et des hommes qu'elle emploie et qu'elle accompagne ”. Moyens mis à disposition, un

hébergement juridique, fiscal et comptable, un statut d'entrepreneur salarié pour les postulants et un accompagnement autour d'un projet, basé sur une démarche d'apprentissage par l'action. Un beau programme qui ne demande qu'à vivre avec le concours des pouvoirs publics par le biais par exemple du dispositif des emplois tremplins.

# Actifs

## Plus de 120 000 emplois, à minima...

La métropole dijonnaise dispose de femmes et d'hommes qualifiés qui font tourner une économie diversifiée et compétitive. C'est d'ailleurs sa principale richesse.

Quantifier avec précision l'emploi sur un territoire relève souvent de la gageure. L'État lui-même est incapable de le faire en ce qui concerne le nombre de ses fonctionnaires. Les résultats du dernier recensement général ne sont pas encore totalement exploités. Voilà pourquoi le chiffre de 120 400 emplois – qui date quelque peu – ne rend probablement compte qu'imparfaitement de la situation d'aujourd'hui. Il conviendrait d'ailleurs de lui ajouter le nombre de salariés privés d'emploi – 8 % de la population active – pour avoir une idée plus précise du réservoir de main-d'œuvre dont peuvent se prévaloir la ville et son agglomération.

Une chose est, en tous les cas, certaine, la métropole dijonnaise, principal bassin d'emploi de la grande région, polarise bien au-delà des limites administratives qui la définissent. L'aire urbaine qu'elle structure compte 326 600 habitants et la zone d'emploi qui s'ordonne autour d'elle ne compte pas moins de 350 000 citoyens. De quoi permettre un développement rapide et durable pour peu qu'il s'effectue au service des hommes et de leur environnement. C'est ce à quoi s'emploient les pouvoirs publics, ici plus qu'ailleurs, avec pour effet un nombre de sans-emploi nettement inférieur à la moyenne nationale.

### Contre la précarité

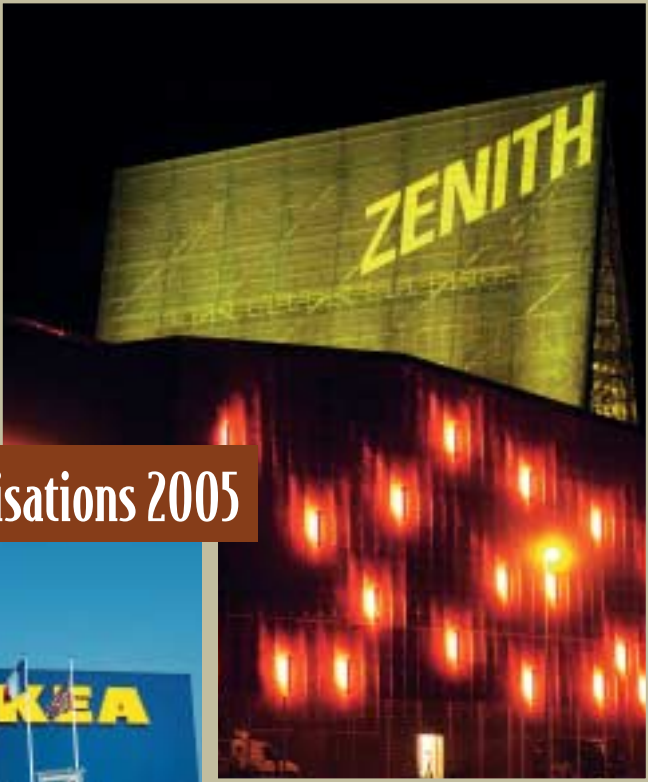
Les services publics sont plébiscités par nos concitoyens, mais ils ont, parfois, mauvaise presse dans certains cercles économiques. La garantie de l'emploi qui s'attache au statut des fonctionnaires en premier lieu. Elle garantit pourtant une certaine stabilité dans la durée de la consommation dont on sait qu'elle est, depuis trente ans, l'un des principaux moteurs de la croissance.

À ce titre, la municipalité dijonnaise, en titularisant 650 agents, au statut jusqu'alors précaire, n'a pas fait qu'œuvre de justice sociale, elle a contribué pour une part appréciable à l'amélioration du climat économique au profit de tous. La mesure a profité majoritairement à des

personnels de catégories C – principalement des femmes – qui travaillaient, parfois depuis vingt ans et plus, dans des conditions de précarité indignes.

Un exemple à suivre, partout, contre la précarité, dans le public comme dans le privé, à l'heure où le contrat nouvelle embauche imposé par décret par le gouvernement porte, pour des raisons inverses, un mauvais coup au développement économique durable au profit de l'emploi.





réalisations 2005

